


Repensons la monnaie

La monnaie que nous utilisons est une monnaie-crédit bancaire, créée par les banques privées. L'émission de nos moyens de paiement est une activité lucrative, surveillée par les banques centrales. Les billets et les pièces sont l'exception à cette règle. Chaque fois qu'un prêt est accordé, la masse monétaire augmente, et se contracte avec le remboursement. La société dans son ensemble est enfermée dans ce cycle perpétuel entre prêts et remboursements. Si le public n'y trouve pas son intérêt, c'est la crise, comme en 2008.

Par ici la monnaie!

Imaginez que vous ayez un prêt de 1000 euros. Vous achetez quelque chose, l'argent arrive sur le compte du vendeur. La banque du vendeur peut utiliser ce dépôt pour prêter à d'autres. Elle garde une petite fraction (réserve obligatoire) qu'elle dépose à la Banque centrale. Disons 10 %. Elle peut alors prêter 900 euros. Qui sert à un nouvel achat. Etc. : 810 euros pourront être prêtés, l'opération peut être répétée autant de fois que l'on veut. La masse monétaire dans cet exemple plafonnera à 10000 euros. En réalité, dans la zone euro, les réserves obligatoires sont plafonnées à 1 % pour une durée < à 2 ans. Le multiplicateur de crédit est en réalité 10 fois plus puissant que dans notre exemple : pour 1000 euros prêtés, la masse peut être de 100000 euros.

Ce multiplicateur de crédit est dénoncé, du fait de l'endettement insoutenable. Or le vrai rôle du crédit est de relier le présent au futur, car il est censé financer un investissement. Mais à qui devons-nous le confier ? La monnaie est un actif financier : elle sert à accumuler les richesses, et un lien social : la préparation de notre avenir collectif et l'assurance de notre cohésion sociale. Ces deux objectifs se contredisent souvent. Ce qui pose problème est l'usage que l'on fait de cette monnaie-crédit. Les spéculations aboutissent à l'instabilité financière, comme la bulle immobilière de 2007-2008. On retrouve les banques au centre de ce système opaque et non régulé. Et quand la bulle éclate, la hiérarchie des monnaies réapparaît. Pour sauver la faillite, les banques centrales jouent le rôle de prêteur en dernier ressort, pour relancer ensuite un nouveau cycle de spéculation. Nous y sommes actuellement.



Aux sources de la crise

LE DIAGNOSTIC

Le capitalisme a longtemps reposé sur un lien étroit entre monnaie et production, à travers le crédit bancaire. Ce lien a été mis à mal par l'essor de la finance depuis les années 80'.

Sous l'emprise de la finance

- Un bien commun
- Le pouvoir des banques
- Changement de nature
- Tentatives de réappropriation
- Besoin de réformes plus globales

Les ML ou les cryptomonnaies peuvent-elles contribuer au dépassement du capitalisme financier ? La monnaie est un bien commun et une institution centrale de la société. Elle fait lien social, pas seulement instrument marchand. La monnaie détermine l'organisation sociale ; elle n'a pas que les 3 fonctions qu'on voudrait lui attribuer : unité de compte, intermédiaire des échanges, réserve de valeur. Elle est bien public et objet de désir, d'où son ambivalence.

Actuellement la monnaie est émise en réponse aux besoins du système économique, par le crédit bancaire : c'est le pouvoir des banques.

Le développement du crédit financier a perverti le système : il a changé la nature, transformé la monnaie en un outil de spéculation, déconnecté de l'économie réelle, par trois dynamiques :

- la déréglementation des marchés (libéralisation financière)
- les innovations financières : produits financiers sophistiqués déconnectés des besoins réels
- la mondialisation financière a accru l'interpénétration des marchés nationaux et accéléré la déterritorialisation des flux monétaires et financiers.

Les MLC s'inscrivent dans le mouvement de réappropriation de la monnaie, en soutenant une activité économique reterritorisée, et en instaurant des pratiques de production et de consommation respectueuses de l'environnement : circuits courts, solidarité, réciprocité.

Peut-être faudra-t-il aller plus loin et s'ouvrir des espaces plus larges, réformer plus en profondeur pour dépasser le capitalisme financier. Il faudra réformer les banques en les incitant à revenir à leur vocation fondamentale, par trois chantiers : l'interdiction aux banques commerciales de créer de la monnaie, la réforme de l'euro avec de grands projets européens comme la transition écologique, la réforme du SMI. Étudions cela.

Le crédit ne tourne pas rond

- Une expansion démesurée
- Un accès inégal
- Concentration et uniformité
- Une finance à réguler en profondeur



Mal employé, le crédit favorise la spéculation : 60 % des financements des entreprises viennent du crédit, 8 % des émissions d'action, 31 % des obligations. Et ce crédit, en expansion démesurée, concerne essentiellement l'achat d'actifs existants. La voie choisie par nos gouvernants de faciliter l'accès aux crédits bon marché dans l'espoir de relancer la croissance ouvre en fait la voie aux spéculations. Car les ménages sont lourdement endettés et réticents à l'emprunt.

Dans le même temps, le crédit manque là où il est nécessaire : nous dépensons 1 euro pour les EnR et simultanément 9 euros pour les EnF : inégalité de répartition.

Les entreprises européennes souffrent plus d'un manque de clients que d'un manque de crédits. Car le paysage bancaire est concentré et uniforme : 19 banques représentant 76 % des actifs bancaires consacrent 30 % de leur bilan aux crédits des ménages et des entreprises non financières. Les critères environnementaux ou sociaux passent loin derrière les règlements et la rentabilité. Les banques « éthiques » restent marginales. Et le modèle des banques « universelles » favorise l'investissement à court terme, donc financier. Il faudrait favoriser plutôt les modèles locaux, coopératifs, alternatifs.

Comment agir si nous ne remettons pas en cause cette profitabilité à court terme. Or l'appareil législatif s'est adapté au système monétaire actuel, et les tentatives de durabilité du crédit ont échoué devant la rentabilité à court terme. Il faut donc proposer des alternatives, par un débat public et des initiatives citoyennes, pour redonner un rôle économique positif au crédit.

Que peuvent (encore) faire les banques centrales?

- En théorie et en pratique
- L'instabilité financière, la grande oubliée
- Des médecins sans le remède



Les politiques monétaires en Europe n'ont pas permis de relancer l'activité et l'emploi. Depuis le marasme de 2008, tout le monde se tourne vers la BCE et les Banques centrales. Les critiques se multiplient pour réorienter les investissements vers le long terme comme la transition écologique. Les faibles taux d'intérêt actuels réduisent la rentabilité des placements et incitent aux investissements vers des actifs plus risqués : les ingrédients d'une nouvelle crise sont réunis. Y compris dans les pays émergents dont l'endettement extérieur a décuplé.

Une banque centrale contrôle les banques privées par deux mécanismes :

- Le taux de réserve obligatoire
- Le taux d'intérêt directeur : il permet aux banques centrales de fournir aux banques commerciales les liquidités nécessaires en cas d'excès de demande (ou de croissance économique accélérée...), ou de les retirer dans les cas contraires. En pratique, il n'a jamais empêché les bulles spéculatives.

Au cours de l'histoire des banques fédérales, depuis la création de la Fed en 1913, la stabilité financière n'a jamais été la préoccupation. Or la stabilité financière doit régir la politique des banques centrales. Comme des médecins sans remèdes, qui traitent les symptômes sans connaître les causes, les banques centrales utilisent leurs derniers ressorts pour stimuler l'emploi et la croissance, ce qui accroît l'instabilité financière. L'unique alternative est l'engagement des gouvernements à s'affranchir des règles rigides qui leur enlèvent toute marge de manœuvre.

L'illusion des Trente Glorieuses monétaires

- Dissiper les malentendus
- Un financement par l'endettement
- Un dirigisme d'une grande ampleur
- Disparition du crédit décentralisé
- La monnaie, une « chose » de l'État



Le pouvoir de financer l'Etat n'a pas été enlevé aux banques centrales en 1973 : en réalité, ce pouvoir n'existait que de manière occulte et récurrente. Et ces formes de financement ne sont pas favorables à un développement durable, car au service d'un productivisme. Nous devons nous inspirer de solutions plus anciennes.

La période des Trente Glorieuses a connu un développement massif des crédits d'investissement, des taux d'intérêts faibles et une inflation persistante, au détriment des petits épargnants et des consommateurs, qui ont en partie remboursé les investissements des entreprises. Ce fut un financement par l'endettement, qui a finalement entraîné une sous-capitalisation des entreprises et une forte contrainte à court terme sur l'équilibre financier.

Le choc de 1974-75 fut alors violent. La politique monétaire de l'époque était dirigiste, entre la banque Centrale et le Ministère des Finances, soustraite au débat démocratique. En-dehors des priorités annoncées, nul recours au crédit : faible prise en compte des aspects sociaux ou environnementaux, faible capacité à corriger les trajectoires (les grands ensemble pompidoliens, l'exploitation des ressources coloniales). NDDL en représente de nos jours l'un des derniers avatars.

Les formes décentralisées du crédit ont également disparu à cette époque au profit des tranches de crédit à long terme. Ce fut une bancarisation massive et très centralisée.

Les 30 Glorieuses représentent une prise de pouvoir de l'État sur la monnaie et la finance. L'hypertrophie actuelle des marchés fait regretter cette période de financement bancaire régulé, où les krachs avaient disparu. Peut-on tomber d'un excès dans l'autre ? Ne peut-on envisager des formes plus souples de partage du pouvoir financier et monétaire ? Ainsi les monnaies sociales ou inter-entreprises, ainsi recréer le CNC (Conseil national du crédit), observatoire susceptible d'identifier les points aveugles du financement à long terme des projets collectifs.

Comment le système monétaire détruit notre planète

- Agir sur le signal-prix
- Une illusion de richesse
- Des modes de vie insoutenables



De nos jours, polluer la planète et exploiter les ressources de façon non soutenable coûte moins cher que les solutions alternatives. La transition écologique signifie une redéfinition collective de l'idée de prospérité. Comment l'envisager sans changer le rôle de la monnaie ? La responsabilité de notre modèle économique sur la crise écologique est notoire. Production et consommation impactent le monde physique de manière aveugle. La monnaie a son mot à dire. Nous avons soulevé une partie du voile lors du caféco sur l'économie écologique, à vouloir financer le désastre écologique. Nous avons montré que le saccage coûtait moins que la préservation. Car les gains sont immédiats, et les réparations reportées, ultérieures, sinon oubliées dans les nappes phréatiques ou les profondeurs océaniques. Le marché est incapable de faire apparaître ces coûts cachés, les pouvoirs publics sont contraints de les ajouter de manière exogène, sous forme de taxe carbone ou de valeur sociale des émissions carbone. Agir sur le signal-prix est un long travail quand le système monétaire s'acharne à faire l'inverse. Le problème n'est pas tant technique que démocratique : la transition écologique ne se fera pas sans repenser nos modes de vie, nos sociétés, redéfinir la prospérité, notre vision du bien-être.

La monnaie se présente comme une réserve de valeur, une illusion de richesse : nous confondons la réalité (les ressources) avec les symboles (les prix). Mais c'est une illusion. Pour la société, la richesse future réside dans l'appareil productif de demain. Que penser de l'accumulation des avoirs ? Les actifs sous gestion, 70000 milliards de \$. Le monde n'est pourtant pas plus riche. Les rendements financiers dépassent de loin les limites biophysiques de la planète. C'est Midas : il faillit mourir de faim pensant que la vraie richesse était l'or. Tout l'intérêt des ML est de réduire leur fongibilité à un territoire ou des usages restreints : tout n'est pas interchangeable.

La monnaie a été réduite à un actif financier

- Le peu d'intérêt des économistes pour les innovations monétaires actuelles
- Un problème théorique
- Retrouver une vision alternative de la monnaie



Les économistes manifestent peu d'intérêt pour la monnaie, ce qui est paradoxal, car la monnaie est partout. Le modèle de base économique standard est l'équilibre. Et la monnaie n'y a pas de place. Le plus souvent, on énumère ses trois fonctions : unité de compte, moyen d'échanges, réserve de valeur. Dans le crédit, la monnaie est endogène, créée par les banques. Un autre rôle pour la monnaie est considéré secondaire.

Derrière la vision de la monnaie se cache le rêve de la finance capitaliste que la banque soit souveraine devant l'état et la société. On réduit la monnaie à des services financiers que les marchés peuvent fournir. Dès lors, la monnaie devient inutile. Et ce sont des raisons politiques qui ont poussé les états à abandonner l'idée de créer de la monnaie et de la faire circuler, et se placer en situation de dépendance devant la monnaie bancaire privée.

Pour retrouver une vision alternative de la monnaie, il faut se rappeler des principes qui unissent nos sociétés : le marché, la distribution, la réciprocité (assurances sociales, relations d'entraide, etc.). Les sphères d'activité dans lesquelles fonctionnent ces principes sont interdépendantes. Avec la domination du crédit bancaire, nous payons le prix de la réduction de cette monnaie à un actif financier : politiques d'austérité, détérioration des services sociaux et publics. La vraie richesse de la monnaie, c'est la diversité des usages.

Et si on changeait tout?

LES PROPOSITIONS

Mettre la monnaie au service de l'investissement écologique

- Les politiques conventionnelles monétaires de la BCE sans effet
- Un amalgame : le débat sur le prix du carbone associé à la taxe carbone
- Introduire la valeur sociale du carbone dans le processus économique
- La certification des crédits : qu'en faire?
- Élargir le mandat des banques?
- Également pour les banques centrales?
- Un risque de détournement des richesses gagnées grâce aux certifications carbone vers les énergies polluantes
- Quid de la protection de la biodiversité?



Michel Aglietta, conseiller au Cepii, Professeur émérite à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense

Les gouvernements se sont défaussés sur les banques centrales. La BCE essaie de sortir l'Europe du marasme, en ajoutant de la liquidité, quand les gouvernements cherchent à baisser les salaires. Elle éloigne le spectre de la déflation. Mais cela a entraîné le surendettement des pays émergents (endettement des entreprises et surcapacité de production), donc une réticence des banques. Il en va de même pour les taux d'intérêts négatifs, qui renforcent encore plus la pression sur les investissements institutionnels (fonds de retraite, assurances-vie). Le capital est mal alloué. La transition écologique pourrait offrir un nouvel horizon. Mais le risque semble trop grand pour les privés, sans référence pour calculer les rendements futurs. Le problème de la taxe carbone est double : décourager les pollueurs, lancer de nouveaux investissements. La valeur du carbone doit être sociale, une référence décidée par les pouvoirs publics, non une valeur de marché. Les bases de la valeur carbone ont été discutées lors de la COP21. Chaque état devra appliquer sur son territoire la valeur effective. La BEI est le coordonnateur en Europe. Les investissements les plus coûteux seront publics. Les projets privés passeront par une agence publique de certification. Ces crédits certifiés seront mobilisés de 2 façons : se refinancer auprès des banques centrales, ou attirer l'épargne des investisseurs institutionnels. Les banques de développement auront un nouveau mandat. C'est le cas en Asie, où on promeut les banques publiques d'investissement. Pour cela, on modifie le système. Le crédit de long terme pour les banques de développement, les investisseurs institutionnels du côté de la mobilisation de l'épargne. Le mandat des banques centrales est déjà élargi depuis 1980. Puisque la monnaie est majoritairement scripturale, la valeur du crédit est essentielle, d'où le rôle de la certification. Le risque existe avec les certificats carbone de réinvestir dans les activités polluantes. C'est l'intérêt de la valeur carbone. Enfin la protection de la biodiversité nécessite d'autres outils : ce pourrait être le rôle des ML si elles devenaient aussi des monnaies d'investissement, donc de crédit.

Interdiction aux banques commerciales de créer de la monnaie

- Séparer paiement et placement
- Retour au plan de Chicago
- Un mouvement international
- Comment composer un comité indépendant?
- La monnaie comme bien commun



Cette idée est controversée, en discussion au UK et en Islande, et en Suisse avec l'initiative « Monnaie pleine ». Il s'agit de séparer paiement et placement : l'idée est radicale. Les banques ne pourraient plus spéculer. La banque centrale centraliserait les comptes de transaction des particuliers et des entreprises, les banques privées n'étant que des intermédiaires pour les services de paiement. Toute émission monétaire dépendrait directement de la BC, avec une direction démocratisée.

Le plan de Chicago est celui de James Tobin, en 1972, pour limiter la volatilité des monnaies. Les termes sont monnaie pleine, monnaie gagée, ou encore monnaie 100%. Les banques conserveraient leur rôle de financement de l'économie, mais seulement à partir de fonds déposés par leurs clients sur les comptes d'investissement, ou empruntés à d'autres établissements, ou en utilisant les crédits alloués par le Monetary Creation Committee.

Gager la monnaie est devenu un mouvement international, principalement en Angleterre. Le problème est que cela donnera aux BC une double fonction : contrôler le système et intervenir dans la délivrance des crédits. Les détracteurs craignent une bureaucratisation du crédit.

Se pose aussi le problème de la composition de la commission.

Face aux objections, la clé est bien de démocratiser l'accès à la monnaie mais aussi sa gestion. En effet à quoi a servi la monnaie injectée dans le système avant 2007, et depuis? Il y a une confusion entre l'intérêt général et les intérêts particuliers. La monnaie pleine s'inscrit dans une revendication de la mise en place des communs. Et les ML gagées à 100% constituent une sorte de mise en pratique de cette proposition. Evidemment leur volume réduit les maintient au stade expérimental et anecdotique.

Développer le crédit mutuel

- Des principes d'entraide financière
- Un cercle économique privé : le WIR



Les PME françaises se heurtent au crédit bancaire : banques indifférentes ou conditions d'accès sévères. Elles sont plus fragiles quand la conjoncture se dégrade. Les PME suisses et italiennes ont déjà fait appel à l'entraide du crédit mutuel, plutôt que de se tourner vers les marchés financiers.

Un crédit mutuel voit la création de la monnaie réalisée par les acteurs économiques dans l'échange même. Le wir est la plus grande monnaie de ce type. Il s'agit d'un cercle économique privé réservé aux PME et doté d'une unité de compte interne, le wir, à parité avec le FS. Il propose des services bancaires classiques, mais la chambre de compensation, la banque de Bâle, est toujours là. Il a inspiré le Sardex en Sardaigne, nous en parlerons plus loin. 60000 membres dont 50000 PME, soit 20% des PME du pays, 2 milliards de FS de transactions annuelles. Le wir produit un effet qui permet d'adoucir les cycles économiques, lorsque le crédit bancaire les aggrave.

Concrètement : 20 à 50% du montant des transactions est payé en wir dans le réseau, en fonction des besoins du vendeur. Le solde négatif, s'il existe, est toléré sans taux d'intérêt dans la limite du plafond. La somme des crédits et des débits est toujours nulle, le crédit ne peut croître à l'infini : les dettes et les créances s'annulent au sein de la chambre de compensation.

Réutiliser la monnaie fiscale

- Retour aux décennies d'après-guerre
- Un moyen de paiement à part entière



Pour remplacer le recours aux marchés financiers, l'Etat pourrait émettre une monnaie gagée sur ses ressources fiscales. C'était le cas dans les Trente Glorieuses.

L'état s'est toujours financé de trois façons : l'impôt, l'emprunt, l'émission de monnaie. L'émission d'une monnaie gagée sur les ressources fiscales futures n'est pas nouvelle, c'est le circuit du Trésor, que l'on n'apprend plus en économie. Tous les acteurs liés à ce circuit possédaient un compte au Trésor et les fonds déposés assuraient les besoins de l'état. Ce système a été démantelé à la fin des '60, jusque dans les années '80. Là, l'état se finançait sur les marchés, mais les taux d'intérêts dépassaient les taux de croissance. D'où l'endettement public.

Le circuit du Trésor est associé à un état centralisé et dirigiste. Mais une monnaie fiscale n'est pas forcément nationale. Ce fut le cas en Argentine après la fin de la dictature militaire, en 1983, avec le *bocade*. C'est un moyen de paiement à part entière si la population l'accepte comme monnaie complémentaire, et un crédit de court terme à coût faible en regard des marchés financiers. Le *bocade* est ainsi resté en circulation de 1985 à 2003. Cette expérience est riche d'enseignements : pas besoin d'éclater la zone euro, au contraire, c'est pour la sauver qu'il faut fédérer la monnaie, en reconnaissant aux états membres le principe de subsidiarité, i.e. le droit d'émettre des monnaies fiscales complémentaires, et chaque état n'aurait aucun intérêt à voir cette monnaie perdre sa valeur devant la monnaie supérieure : garantie contre toute politique inflationniste.

Bâtir la coopération monétaire internationale

- La volonté politique fait défaut
- L'hégémonie du dollar
- Instaurer des zones cibles
- Réformer les droits de tirage spéciaux
- Retour à Bretton Woods



Plusieurs pistes existent mais la volonté politique manque. La meilleure façon serait d'instituer une monnaie internationale comme unité de compte des échanges internationaux et comme réserve de valeur pour le financement de la balance des paiements. Avec un régime de change fixe, ce qui protégera contre les fluctuations des taux de change et donnera un instrument d'épargne sûr.

L'or avait joué ce rôle au XIXe siècle. Depuis c'est le dollar, utilisé par exemple pour les transactions du pétrole et des matières premières. L'euro a brisé le monopole, mais pas sa suprématie. Cela procure des avantages aux USA et déséquilibre l'économie mondiale : dette américaine, excédent chinois en dollars. Un SMI peut être fondé sur la coopération selon 3 possibilités :

- L'instauration de zones cibles : limiter la fluctuation des monnaies à l'intérieur d'intervalles prédéfinis. Il y a eu des précédents : accords du Plaza en 1985, accords du Louvre en 1987 (le G5). Pour y parvenir, les pays devraient s'engager à réduire les déséquilibres de leurs balances de paiement pour limiter les tensions sur les taux de change, et limiter l'évasion fiscale. Nous en sommes loin.
- Les droits de tirage spéciaux : rôle élargi. Préconisée par Joseph Stiglitz, cette voie indexe les émissions des DTS à la croissance du commerce mondial, s'assouplit en cas de crise économique avec des prêts accordés aux DTS pour compenser la baisse du crédit bancaire. Le FMI joue le rôle de prêteur en dernier ressort. Cela permettrait aux pays émergents des lignes de crédit avantageuses. Deux obstacles : la démocratisation du FMI, trop dominé par les pays avancés, et l'idéologie néo-libérale qui influence le FMI, causant des dégâts socio-économiques des populations locales.
- Retour à Bretton Woods : la voie ambitieuse. Création d'une monnaie internationale, l'idée de Keynes à Bretton Woods en 1944. La BC des BC serait l'ICU (international Clearing Union). Un système de parité fixe est mis en place. Dans ce nouveau SMI, les pays membres renoncent à une partie de leur souveraineté monétaire, en se conformant à une régulation supranationale, mais les pays doivent contrôler les mouvements des capitaux.

Il va sans dire qu'aucune de ces voies n'est envisagée.

Retrouver la vraie richesse de la monnaie

- Une transformation en profondeur
- Sortir de la monnaie « à tout faire »
- Encadrer l'économie dans le social



Est-ce que les mesures de macro-économie évoquées suffiront à réformer le système monétaire international? Peut-être faut-il agir sur plusieurs plans. Nous avons hérité du capitalisme industriel l'idée d'une croissance sans limite soutenue par une monnaie scripturale prépondérante. Or nous avons vu qu'avec la crise écologique l'allocation du crédit aux entreprises n'était pas optimale. L'idée est donc d'orienter la production future pour qu'elle réponde aux enjeux (économiques, politiques et sociaux) de la crise écologique. Cela se nomme une transformation en profondeur de notre société et de notre mode de vie.

Le débat sur les indicateurs de richesse peut être précieux. Quelle est au fond notre vraie richesse? Nous avons besoin de nouvelles infrastructures, de protéger les écosystèmes, de limiter l'exploitation des ressources naturelles, de protéger les populations et la biodiversité. Et il n'y a pas de principe de substituabilité qui tienne. Les richesses sont complémentaires, non interchangeables. Le PIB ne suffit plus. Cela conduit à remettre en cause l'unicité monétaire. On observerait ainsi une monnaie destinée aux échanges internationaux, réserve de valeur, et des monnaies locales associatives ou régionales, des banques de temps, des associations de crédit mutuel, des systèmes de barter, plus ou moins soutenus par la puissance publique.

Et l'idée prend corps de créer un système monétaire spécifique pour organiser les filières bio en France. Les monnaies-temps ne sont pas toujours locales, et les cryptomonnaies ont un potentiel. Cette diversité renvoie à l'idée que la trame de notre société n'est pas réductible à un système de relations marchandes. La redistribution, le partage, la réciprocité, y ont leur place. Ces logiques sociales requièrent des formes de monnaie spécifiques.



L'Agnel : parce qu'on est des pas des moutons!

Des monnaies citoyennes : pour quoi faire?

LES INITIATIVES

Derrière le terme de monnaies complémentaires se cache une grande diversité de projets et d'objectifs poursuivis.

Un mouvement à géométrie variable

- Quatre générations de monnaies
- Marchand ou non marchand
- Dans l'économie solidaire
- L'enjeu, c'est la démocratie : Patrick Viveret
 - Deux changements majeurs depuis « Reconsidérer la richesse » (2000)
 - La perspective des villes en transition
 - Les monnaies complémentaires ne sont pas transformatrices



La France est pionnière avec la Loi Hamon de 2014 qui reconnaît « les titres des monnaies locales complémentaires ». Mais il y a des malentendus, comme le rapport du CESE 2015, voyant les ML comme logique de fuite fiscale, ce qui est sans fondement car elles sont incluses dans les comptabilités d'entreprise, et les taxes sont payées en euros. Autres malentendus : forme de protectionnisme, sécession monétaire, alors qu'elle ne font que compléter la MN.

On reconnaît en fait 4 générations de ML :

- Les Lets (Local exchange trading systems) en 1983 au Canada. Ce sont des cercles d'échanges fermés, les transactions se font en unités de compte interne non convertibles. En France, ce sont les SEL dès 1994, mais ils excluent les échanges marchands et professionnels. On parle alors de crédit mutuel, parfois couplé à un crédit bancaire classique, comme le wir.
- Les Banques de temps, nées en 1987, aux USA. Les échanges sont non professionnels, l'unité est le temps passé à fournir le service.
- Les ML, nées en 1991, toujours aux USA. Elles sont convertibles. Il en existe une quarantaine en France. Elles soutiennent l'EL, avec l'apport de professionnels.
- En 2000, aux Pays-Bas, apparaît une monnaie au service d'un seul objectif, comme rétribution d'un projet éco-citoyen. C'est le projet Sol en France. Il est complexe et lourd.

Les SEL et les banques de temps sont hors de la sphère marchande. Pas de prix, pas de montant, c'est une discussion bienveillante qui crée du lien social. Buts non avoués : critiquer la spéculation, améliorer la résilience contre la défaillance monétaire-financière. Les objectifs sont locaux, l'échelle est associative, l'exigence environnementale. C'est une forme d'éducation populaire. Dans tous les cas, il y a un besoin d'animation au-delà du bénévolat. Il serait souhaitable que les politiques publiques locales les soutiennent, comme par exemple le paiement en ML d'une partie de la rémunération des fonctionnaires, ou l'utilisation d'un dispositif électronique. Dans l'ES, la ML offre une voie alternative, en s'appuyant sur les collectivités. Cette convergence serait un vrai signe de vitalité démocratique.

La Loi doit soutenir au lieu de freiner

- Des décideurs perplexes
- Une existence légale depuis 2014
- Le rôle clé des collectivités
- Le règlement de l'impôt local
- Les défis à venir



Il y a encore de nombreuses limites à la Loi. Ne pas oublier que le Code Pénal interdit la création de ML à tout-va. L'ACPR (autorité de contrôle prudentiel et de résolution) crée les premiers éléments en 2013 : nécessité d'un support papier pour le commerce, le rendu en euros est interdit, le bitcoin vient fausser le débat (mais sa logique est contraire aux ML). L'existence est légale dans la Loi relative à l'ESS, si ces monnaies relèvent de structures de l'ESS : associations, SCIC, coopératives.

Les risques d'une ML sont faibles :

- Le fonds de réserve dans une banque garantit la reconversion. Donc pas d'inflation possible.
- Le risque de contrefaçon est quasi-inexistant, pour peu qu'un faussaire y soit attiré : QR code.
- La fraude fiscale et sociale est possible, mais comme avec une monnaie classique.

Les collectivités disposent de trois leviers essentiels :

- Règlement des services publics locaux (théâtres, piscines, ...). Cependant la reconversion en euros est obligatoire, alors qu'il serait plus utile de réinjecter ces sommes en ML dans le circuit.
- Règlement des marchés publics. Difficile, mais possible pour les CCAS, au moins en partie. Possible aussi : les indemnités des élus (maire de Bristol).
- Règlement de l'impôt local pour boucler la circulation sur le territoire. Ceci est exclu de la Loi française, mais appliqué au UK.

Les défis à venir sont multiples :

- Développer les échanges en augmentant les utilisateurs (euskos : 600000 en circulation). Notons que l'ACPR est tolérante si le volume reste limité, sans quantification indiquée. On estime que 1 million d'euros et 10000 adhérents seraient suffisants pour la viabilité pérenne du dispositif.
- Dématérialisation pour encourager les échanges inter-entreprises et l'implication des collectivités. Ce qui obligerait à un statut bancaire. La Loi doit donc évoluer.
- Capacité des porteurs de projet à convaincre les collectivités.
- Convaincre le public de la parfaite légalité du projet : cette méconnaissance est un frein majeur.

Les opportunités pèsent sans conteste plus que les risques

- Les opportunités pèsent plus
- La puissance publique doit accompagner ces monnaies
- Faut-il aller au-delà de la Loi de 2014?



Un rapport dirigé par Christophe Fourel évalue 4 risques possibles :

- Contrefaçon
- Blanchiment
- Evasion fiscale
- Inflation

Aucun de ces risques n'est réel, ce qui n'est pas le cas du bitcoin. Le potentiel est au rendez-vous. Pour véhiculer des valeurs et des choix démocratiques.

La puissance publique doit accompagner les projets, éventuellement au travers d'un observatoire, qui évaluerait la territorialisation, la dynamisation, et la transformation sociale.

Nous l'avons vu : paiement des SP en ML réinjectée, et paiement de l'impôt local logique, mais pas à l'ordre du jour de la Loi. Un travail pédagogique et juridique préalable est nécessaire. Deux voies possibles : paiement des élus, et crédit en ML (étudié au Pays Basque).

Renforcer les territoires

- Du bas vers le haut
- Comment ça marche?
- Des réseaux encore fragiles
- Ressources humaines
- Avec une vision globale du territoire



Actuellement 40 ML en France, en 5 ans. Il existe un réseau des MLC. 4 objectifs :

- Renforcer le lien social
- Favoriser la consommation locale par les circuits courts
- Favoriser l'initiative, l'autonomie et la responsabilité entrepreneuriale
- Refuser la spéculation

Tout cela sur la base d'une transformation économique, sociale, et culturelle. Ainsi, au Brésil, banques communautaires disséminées dans les quartiers défavorisés. Au UK, les ML sont un élément des « transition towns ». Dynamique française idem. Il s'agit d'une organisation de bas en haut.

D'abord adhérer à l'association porteuse de projet et échanger ses € en ML. Une banque éthique (Nef), ou un crédit coopératif (ES), ou des collectivités (crédit municipal) assure le fonds de réserve. L'entrée est aidée par un taux bonifié (11 ML pour 10€). La reconversion peut être limitée aux professionnels, ou avec pénalités pour limiter les risques de reconversion en masse. Miser sur la diversité des biens et services proposés, et élargir le périmètre du réseau, par des ateliers, des soirées-débats comme ce soir.

Ces réseaux restent fragiles. Un système de valeurs (Charte) en énumère les principes. Les ML aspirent à un impact social et économique (différences avec SEL et banque de temps), mais leur volume est encore faible. Ensemble : 800000 €, 200000 habitants, 10000 usagers, 2500 prestataires.

Si elles veulent se pérenniser :

- Avec un partenariat institutionnel, avec les banques comme tiers de confiance, pour affecter les ressources dans des projets respectueux de la Charte.
- Avec un financement indépendant pour rémunérer l'animation
- Dans des échanges interprofessionnels (paiement électronique, CB en ML).

La stratégie à long terme consiste à tisser des liens avec tous les outils et acteurs de l'ESS, et avec les outils de la transition et de la résilience : RdB, comportements éco-responsables, pour mailler le réseau.

Premiers effets réels sur l'économie locale : l'exemple de l'eusko

- Les motivations
- Développer les échanges
- Comment l'eusko circule-t-il sur le territoire?



Au Pays Basque, l'eusko est la première ML de France en volume. Les buts sont de favoriser l'EL, inciter au DD, renforcer la culture et la langue basques. 3% du montant des conversions est alloué à une association du choix de l'utilisateur. Par exemples : école de Bayonne (1000 euskos par an), ou fonds d'investissement solidaire Herrikoa.

Le développement des échanges a pour base le rôle des permanents. Plusieurs centaines de nouvelles relations commerciales ont été nouées en trois ans. Il y a une pénalité de 5% en cas de sortie, dont on s'attache à comprendre le besoin. L'analyse de l'équilibre entre prestataires et utilisateurs est constante.

La circulation se fait en monnaie papier, mais la transaction électronique est à l'étude. Les solutions techniques seront mises à disposition des autres ML.

Changer les habitudes est difficile

- Des difficultés à généraliser l'usage de la monnaie locale
- Impôts locaux, fractions de salaire des employés de mairie?
- Impact de la monnaie locale sur les habitants



A Bristol, Mark Burton (vu dans « Demain ») analyse le Bristol £.

La généralisation est difficile, la clé est dans l'esprit du public. C'est plus difficile que de changer de prestataire. Une possibilité : certains biens publics et services pourraient n'être disponibles qu'en Bristol £.

En France, on s'orienterait plutôt sur l'impôt local ou une fraction des salaires des employés. A Bristol, on s'oriente plutôt vers une taxation locale en Bristol £, idem pour les factures d'énergie, les transports publics, et les paiements électroniques via la Bristol Credit Union, ainsi que les salaires des élus. En revanche, payer en ML comme alternative à la réduction d'effectifs est peu réaliste.

La vraie réussite du Bristol £ est son impact en terme d'image. C'est un symbole du changement. Mais l'impact réel reste limité.

Sardex, plus qu'une monnaie pour les PME

- Au départ, un outil comptable
- Un fort dynamisme
- Une relocalisation des échanges
- Rémunérer le travail
- Des garde-fous nécessaires
- Innovations institutionnelles

Le Sardex est un système de crédit mutuel depuis 2010. Il est à l'image du wir. C'est un système de compensation : on règle ses dettes par ses créances avec un tiers. C'est un système de barter. Une dizaine de dispositifs existe en Italie : Piémont, Lombardie, Emilie-Romagne...

La compensation est un outil comptable. C'est la mutualisation de l'acte de crédit. La somme des dettes et des créances reste nulle. Le modèle est l'ICU de Keynes à Bretton-Woods en 1944. On s'endette dans les limites des ventes possibles, et on accumule des avoirs autant qu'on peut en utiliser. Il n'y a donc pas d'accumulation infinie comme dans le crédit classique.

3000 entreprises, avec une dynamique croissante : + 300% en 6 ans, 100 millions d'€ de transactions entre 2013 et 2015, ouvert aux salariés, avec avance sur salaire à taux 0.

La relocalisation économique est démontrée : les biens alimentaires sont passés de 16 à 30% des échanges, soit 80 millions, soit 0,3% du PIB de Sardaigne. On peut dire aussi qu'il y a croissance donc résorption du chômage. Il y a une forte resocialisation de l'économie locale. Le % de revenu de chaque salarié impliqué est de 20% en sardex.

Mais des garde-fous restent nécessaires : les adhésions sont volontaires, non sous pression, un accord collectif dans les entreprises est un préalable (accord syndicats/patrons). D'autre part, si le gérant a un statut public, il doit équilibrer les comptes, s'il a un statut privé, il doit considérer le circuit comme public, qui ne saurait être une source de profit.

Enfin il existe des innovations institutionnelles en Italie :

- La gestion de ces systèmes peut être confiée à une société classique de capitaux
- La gouvernance est participative
- On peut imaginer une SCIC
- Prochainement une Loi doit être débattue au Parlement Italien sur ces systèmes.

Inventer de nouvelles formes de mutualisation et de coopération

- La vague des monnaies locales peut changer le modèle économique
- Quelques propositions concrètes
- Créer une monnaie locale : un projet politique



Jean-Philippe Magnen, élu EELV des Pays de Loire, met en avant les points suivants :

- Une ML peut changer durablement le modèle économique, en remettant la monnaie à sa vraie place. Ce mouvement des ML doit être amplifié.
- Il propose des synergies entre les différentes ML en France
- Il propose des monnaies régionales comme le wir ou le sardex (SoNantes existe)
- Il propose le paiement des services publics en ML comme le Bou'Sol à Boulogne sur Mer.
- Enfin la ML peut asseoir un projet politique inter-réseau, territorial de transition écologique. Passer d'une économie de biens à une économie de liens.

Accélérer la transition écologique

- Amélioration ici, dégradation là
- Coexistence de deux économies
- Cloisonner les richesses
- Investir dans les énergies renouvelables



Les MLC peuvent orienter vers des pratiques de consommation respectueuses de l'environnement. Pour cela, on doit penser consommation (la seule qui peut être soutenable) et investissements comme un ensemble.

Dans l'amélioration/dégradation, un exemple : mondialisation des chaînes de production (donc délocalisation), avec gains d'efficacité sur la production de CO2 ici, mais augmentation là, et en plus effets-rebonds (Jeavons) des gains de productivité, par exemple pour les voitures ou l'isolation thermique (question de budget des ménages).

Deux économies coexistent de nos jours: typiquement celles des EnR et celles des EnF. Dans un système à monnaie fongible, celle-ci est aveugle à la pluralité des richesses, elle multiplie les effets-rebonds et les impacts sur l'environnement. Elle permet l'accumulation des richesses. C'est pourquoi investir dans les EnR est judicieux pour une ML, comme en Autriche, où l'unité de compte est le kWh. Les plus grosses banques françaises ont investi 847 milliards pour les EnF entre 2009 et 2014, et 89 milliards pour les EnR. Ceci via le multiplicateur de crédit. Donc sur 10 euros dépensés, 9 ont été investis dans les EnF, 1 dans les EnR.

Il faut donc cloisonner les richesses. Les ML doivent être investies dans des circuits vertueux de service environnementaux non valorisés par le Marché, comme une nouvelle richesse territoriale. Le cloisonnement peut aussi être non territorial et être réservé au développement résilient (cas en Autriche). Alors qu'en France, les certificats d'émission d'énergie, qui rétribuent les gestes écoresponsables en € ou en bons d'achat dans la grande distribution, ont forcément un impact écologique limité.

Renouveler l'entraide et la solidarité

- Lutter contre l'exclusion
- Le soutien des pouvoirs publics
- Réciprocité et égalité
- Un système de crédit mutuel
- Inconvertibles en monnaie nationale
- Une possible hybridation des ressources



Les banques de temps, en France, valorisent en heures travaillées plutôt qu'en ML. Ce sont des accorderies. « Nous sommes tous riches de 24 heures ». Comme les time dollars étasuniens des années '90. Dans le monde, il y a 1700 dispositifs monnaie-temps. Les banques de temps s'inscrivent dans les politiques locales d'insertion sociale, et sont surtout utilisées pour des publics précaires.

Le soutien des pouvoirs publics est nécessaire, comme en UK ou en Italie. Les échanges sont contractuels et reposent sur une obligation morale de bienfaisance. Les services échangés sont imposables.

A travers cette valorisation en temps, la hiérarchie des revenus est bousculée. Les pratiques sont plus en phase avec le DD : covoiturage, prêt d'outils, réparation, recyclage, accès à la culture, ... Être accordeur, c'est réfléchir à une autre société.

Le système est celui du crédit mutuel, la monnaie est créée par les échanges eux-mêmes. 1 h égale 1 h. Chaque membre dispose d'un compte-temps.

La monnaie-temps n'est pas convertible. Le succès dépend de la diversité de l'offre. Il n'y a pas de bénévole, tout est enregistré sur informatique. Les animateurs sont très importants : il faut des ressources hybrides et des partenaires multiples.

Bruno Théret a proposé une monnaie-temps adossée à l'impôt, pour s'en acquitter en partie. Cette idée souligne la profonde transformation sociale que la monnaie-temps véhicule : remplacer l'avoir par l'être, le faire, et l'interagir.

Ce que disent les acteurs

- Environnement, lien social...
- Les objectifs
 - Résilience économique = 78%
 - Lien social = 61%
 - Environnement = 51%
 - Démocratie = 49%
 - Stabilité financière = 49%
- Difficultés et comment les surmonter
- Les obstacles
 - Attentisme de la population = 44%
 - Implication des professionnels = 19%
 - Manque de temps des bénévoles = 12%
 - Ressources financières = 12%

Au total en France : 40 ML, couvrant 1000 km², 200000 personnes, 300 à 500 adhérents en moyenne. La masse monétaire médiane est à 35000 euros. On voit les difficultés : le rattachement d'autres utilisateurs, l'effet seuil insuffisant.

Les acteurs pointent l'attentisme des populations, il est lié : aux efforts pour changer de monnaie à l'heure du paiement sans contact; à un sentiment d'impuissance; au temps passé pour convaincre (et les opposants ne manquent pas quand ce temps manque).

Un autre besoin est l'appui des institutions publiques comme catalyseur, enfin des besoins financiers pour les supports numériques, la dématérialisation de la monnaie, les comptes inter-entreprises.

Au Kenya, le lindi-pesa dynamise les bidonvilles

- Des micro-entrepreneurs
- Construire et entretenir la confiance



Plusieurs micro-entreprises dans 5 bidonvilles kenyans ont imaginé cette ML. Cette monnaie est gagée, non convertible, elle révèle les véritables rouages de la monnaie : la confiance partagée, un accord sur un système de valeurs, une participation à un projet commun.

Le lindi-pesa représente 10% des achats alimentaires par usager, il a augmenté de 20% le volume des ventes, et a stabilisé les marchés locaux. Il a raffermi les liens entre les acteurs et pourrait appuyer une véritable politique publique de réduction de la pauvreté.

Comme vous le constatez, les MI ne sont pas l'apanage des sociétés riches.

Du bitcoin au faircoin et au-delà...

- 500 cryptomonnaies
- Sans intermédiaires
- Une course à l'équipement
- De l'or numérique
- Le projet Faircoop
- Le retour des banques?



Plus de 500 cryptomonnaies validées « par les pairs ». Le bitcoin a été lancé en 2009 à parité en \$ (Satoshi Nakamoto alias Craig Wright, entrepreneur australien). 6 mois plus tard, 1 bitcoin = 30 \$. Suite à la crise chypriote, en 2012, il valait plus de 1000 \$.

Il est controversé suite à des scandales retentissants : soit enthousiasme car source d'innovation, soit dangereuse et risquée, vue comme une escroquerie de type Ponzi. De fait, le bitcoin fonctionne plus comme outil de spéculation que comme moyen de paiement : c'est l'antithèse d'une ML.

L'organisation est celle d'un réseau centralisé sans intermédiaire, géré par « des pairs ». Chaque transaction est soumise aux pairs puis emmagasinée dans une blockchain informatique. Il peut être intéressant pour ceux qui n'ont pas de compte bancaire mais un smartphone.

Pour être pair, il faut s'équiper : avoir un porte-monnaie électronique ou un compte en ligne. On bénéficie ainsi de bitcoins. Ce n'est pas une monnaie virtuelle, car l'équipement est de plus en plus conséquent, à mesure que les algorithmes se complexifient. Actuellement, la consommation du réseau équivaut à celle d'une ville comme Los Angeles. D'autres monnaies utilisent des systèmes moins gourmands.

Le bitcoin organise sa rareté, c'est de l'or numérique : son émission se ralentit, son cours augmente, et sa masse monétaire est programmée pour ne pas dépasser 21 millions en 2040. Le bitcoin représente une réserve de valeur ou un actif financier. De plus, 60% des bitcoins dorment, ne circulent pas, et la lourdeur des investissements fait que seulement 1% des utilisateurs possèdent 50% de la masse monétaire. Les obstacles : un circuit limité, une plateforme et des portefeuilles non sécurisés, un accès difficile à des non-initiés, une réputation d'association à la cybercriminalité.

Le Faircoop est développé par le militant catalan Enric Duran. Il est fondé sur la coopération et les logiciels libres. Son pilier est le faircoin. Il s'agit d'une cryptomonnaie éthique, dont la spéculation sert des projets respectant les valeurs du réseau, potentiels de croissance d'une économie alternative.

L'avenir nous dira si l'innovation de ces cryptomonnaies révolutionnera le système monétaire, car les banques (Goldmann-Sachs entre autres) s'y intéressent vivement, pour regagner leur position centrale dans les territoires numériques mis à mal par l'apparition du bitcoin en 2009.

| Nom | Lieu | Nombre prestataires | Monnaies en circulation | Utilisateurs (hors prestataires) | Lancement |
|--------------|----------------------|---------------------|-------------------------|----------------------------------|------------|
| Eusko | Pays basque | 550 | 370 000 (2015) | 2 700 | 31/01/2013 |
| Sol-Violette | Bassin toulousain | 194 | 63 000 (2013) | 1 850 | 06/05/2011 |
| Héol | Pays de Brest | 64 | 8 000 (2012) | 380 | 27/01/2012 |
| Miel | Libourne | 100 | ? | 300 | 01/2013 |
| Pêche | Montreuil | 30 | ? | 280 | 21/06/2014 |
| Touselle | Saint-Gaudens | 20 | ? | 160 | 06/10/2013 |
| Maillette | Pays de la Rance | 55 | 3 700 (2015) | 59 | 27/06/2014 |
| Bou/Sol | Boulogne/Mer | 40 | ? | 132 | 05/2013 |
| Mesure | Romans/Isère | 70 | 10 000 (2012) | 250 | 28/05/2011 |
| Épi Lorrain | Lorraine | 111 | 40 000 | 240 | 2012 |
| Pyrène | Ariège | 70 | 9 000 | 230 | 12/07/2014 |
| Rouen | Vaucluse | 100 | 8 000 | ? | 01/2012 |
| Abelle | Villeneuve-sur-Lot | 100 | 14 000 (2012) | 100 | ? |
| Tinda | Béarn | 200 | 22 000 (2015) | 225 | 28/06/2015 |
| Doume | Clermont-Ferrand | 182 | 69 851 | 758 | 17/01/2015 |
| Grain | Région Havraise | 40 | 7 500 (Nov 2015) | 220 | 03/09/2015 |
| StÜck | Strasbourg | 50 | ? | ? | 03/10/2015 |
| Agnel | Rouen | 65 | ? | ? | 13/11/2015 |
| Gonette | Métropole de Lyon | 120 | 60 000 (mai 2016) | 1800 | 07/11/2015 |
| Bel monnaie | Valence - Romans | 47 | 10 000 (mai 2016) | ? | 19/01/2016 |
| Lou pelou | Limousin | 120 | 10 000 (mai 2016) | 450 | 31/05/2015 |
| Retz'L | Nantes- Pays de Retz | 170 | 22 000 (2016) | 200 | 15/04/2013 |
| Gabare | Touraine | 45 | 11 000 (oct 2016) | 300 à 400 | 17/09/2016 |

D'après Wikipédia France, mise à jour octobre 2016

LE COOPEK, UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE ALTERNATIF

- **Mode de paiement électronique** avec début dans le 82 (3/10/2016)
 - 50 € d'inscription (100 € pour les professionnels)
 - 20 € d'abonnement annuel
 - Magasins acceptant la monnaie: chaîne BIOCOOP.
- **Deux avantages**
 - Les € échangés sont "réservés" pour garantir la valeur de la monnaie à tout moment.
 - Processus de bonification: Pour chaque € converti, on gagne 5% de crédit et 5 autres % seront mis à disposition pour soutenir des projets associatifs ou d'intérêt général en faveur de la transition.
- **Un système solidaire**
 - Générer de l'activité et de la richesse afin de créer de l'emploi
 - Développer une économie sans spéculation, sans placement, sans délocalisation, sans frais de transaction, sans intérêts.

CONCLUSION

- Une monnaie locale stimule l'économie locale
- Une monnaie locale est solidaire
- Une monnaie locale est écologique
- Une monnaie locale est citoyenne

Une monnaie locale stimule l'économie locale, car elle circule beaucoup plus vite pour libérer les richesses, car elle n'est pas propice à la spéculation, car elle soutient la production et la consommation locales.

Une monnaie locale est solidaire, car elle favorise le partage et l'entraide, car elle facilite la juste répartition des richesses, car elle crée du lien social et de la solidarité, car elle promeut la coopération et pas la compétition.

Une monnaie locale est écologique, car elle respecte la planète, car elle soutient les biens durables, car elle préserve les ressources naturelles, car elle favorise une consommation responsable, car elle respecte la nature et les hommes, car elle développe l'économie circulaire.

Une monnaie locale est citoyenne, car elle est un instrument de démocratie, non de pouvoir, car elle permet de se réapproprier les outils économiques, car elle est au service de nos principes, car elle est un outil de développement local et non une fin en soi.



CE SONT DES
PRODUITS LOCAUX

RAISON DE PLUS
POUR PAYER EN
MONNAIE LOCALE!

DÉJANÉ